



Intercultural school
Talents pour le monde

EPREUVES D'ADMISSION

CIT

FRANÇAIS

Traduction vers la langue maternelle

Traduisez vers votre langue maternelle le texte en français

Le président Macron annonce la fin de l'opération Barkhane au Mali

Le président français Emmanuel Macron a annoncé jeudi, lors d'un point presse, la fin de l'opération militaire Barkhane contre les djihadistes au Sahel, selon des modalités et un calendrier qui sera précisé dans quelques semaines. Il s'agit, a-t-il précisé, d'une « transformation profonde » de la présence militaire française au Sahel, avec la fin de l'opération Barkhane « en tant qu'opération extérieure ». Paris continuera de s'impliquer, mais dans un cadre nouveau d'appui aux forces armées locales et avec des effectifs moins importants. L'opération Barkhane s'appuie actuellement sur le déploiement de 5.100 soldats français, notamment au Mali et certaines de ses bases pourraient être fermées à moyen terme.

Un retrait envisagé depuis l'automne dernier, en raison d'une certaine lassitude de Paris après huit ans d'un engagement militaire qui a empêché les djihadistes de s'emparer de Bamako et d'installer un califat islamique d'où ils auraient pu préparer des attentats dans toute la région du Sahel, mais sans pour autant réussir à les éliminer. « Evidemment la France n'a pas vocation à rester éternellement au Sahel », a justifié le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. La France a perdu 55 soldats depuis 2013.

La doctrine française de lutte contre les djihadistes a évolué aussi : en 2013, il semblait pertinent de concentrer l'effort sur la destruction de leur base arrière, des pays « faillis » d'où ils pouvaient planifier des attentats très meurtriers en Occident comme Al Qaida l'avait fait depuis l'Afghanistan en 2001. Depuis lors, le front s'est rapproché en ce sens que les attentats s'organisent en Occident même. Une partie de la société malienne vivait mal, en outre, le prolongement de cette présence assimilée à du néocolonialisme.

Cet engagement s'inscrivait dans une lutte multinationale dans l'ensemble du Sahel contre les organisations djihadistes affiliées à Daech ou Al Qaida. Ces dernières, aux effectifs relativement modestes mais très mobiles, aptes à se fondre dans le paysage de cette région désertique de 4 millions de km², et financés par les trafics de cigarettes, carburants, drogues et êtres humains, défient les armées d'une huitaine de pays d'Afrique de l'ouest et du centre. Des armées mal équipées et entraînées, appuyée par des forces occidentales dont l'essentiel est représenté par l'opération Barkhane, des drones américains et quelques dizaines de commandos européens.

Mi-février, lors d'un sommet à N'Djamena avec les partenaires du G5 Sahel (Tchad, Mali, Burkina Faso, Niger, Mauritanie), le président français avait repoussé la décision attendue d'entamer le retrait de Barkhane, tout en évoquant une évolution cet été. La situation s'est compliquée ces dernières semaines avec la mort au combat du président Idriss Déby du Tchad, principale puissance militaire régionale, et surtout, fin mai, le deuxième coup d'Etat en neuf mois au Mali. Une partie des dirigeants maliens souhaitent négocier avec certains groupes jihadistes, une démarche à laquelle Paris est opposé. La France a annoncé il y a huit jours le gel de ses opérations conjointes avec l'armée malienne pour condamner le coup d'Etat.

Source : Les Echos, 10/06/2021 - <https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/la-france-en-passe-de-reduire-son-intervention-militaire-au-mali-1322584>

Auteur : Yves Bourdillon